



PRÉFET DE LA CHARENTE-MARITIME

Direction Départementale des
Territoires et de la Mer

Service Eau, Biodiversité et Développement Durable

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 16EB-1286

PORTANT AGRÉMENT DE LA SOCIÉTÉ BOURREAU TP POUR LA RÉALISATION DES VIDANGES DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

La Préfète de la Charente-Maritime

VU le code de l'environnement ; notamment ses articles R.211-25 à R.211-45 et R.214-5 ;

VU le code général des collectivités territoriales ; notamment son article L.2224-8 ;

VU le code de la santé publique ; notamment son article L.1331-1-1 ;

VU l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 3 décembre 2010, définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif ;

VU la demande d'agrément présentée par la **Société BOURREAU TP – 21, rue des Chateaux 17770 AUMAGNE** ;

VU le dossier des pièces présentées à l'appui de ladite demande et comprenant notamment :

- 1) un engagement de respect des obligations qui incombent à la personne agréée,
- 2) une fiche comportant les informations nécessaires à l'identification du demandeur,
- 3) une fiche de renseignements sur les moyens mis en œuvre pour assurer la vidange des installations d'assainissement non collectif, la prise en charge des matières de vidange, leur transport et leur élimination,
- 4) la quantité maximale annuelle de matières pour laquelle l'agrément est demandé ;

CONSIDERANT que la demande d'agrément indique la quantité maximale annuelle de matières pour laquelle l'agrément est demandé ;

CONSIDERANT que le bordereau de suivi des matières de vidange proposé par le demandeur est conforme aux prescriptions de l'annexe II de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer.

ARRÊTE

Article 1 : Objet de l'arrêté

Il est donné agrément à la **Société BOURREAU TP – 21, rue des Chateaux 17770 AUMAGNE**, inscrite au **RCS** (registre du commerce et des sociétés) sous le numéro **SIRET n° 531 736 585 00021**, pour la réalisation des vidanges et le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif.

Le **numéro départemental d'agrément** qui lui est attribué pour cette activité est le **n° 17-2016-16EB1284**.

La **quantité annuelle maximale de matières de vidange** visée par le présent agrément est de **1 000 m3**.

Article 2 : Description de l'activité

La **Société BOURREAU TP**, assurera la collecte des matières de vidange ainsi que le transport et l'élimination conformément aux dispositions contenues dans la demande d'agrément.

Les filières d'élimination par le présent agrément seront les suivantes :

- 1) dépotage dans les stations d'épuration de Saint Jean d'Angély et Surgères.

Elles seront validées après la transmission de la copie des conventions passées avec les maîtres d'ouvrage permettant le dépotage des matières de vidange sur les stations d'épuration de Saint Jean d'Angély et de Surgères. Elles seront transmises au service de police de l'eau dans un délai de 2 mois suivant la signature du présent arrêté.

Collecte :

On entend par collecte, l'opération consistant à extraire les matières de vidange des installations d'assainissement non collectif.

On entend par matières de vidange, les matières extraites des fosses septiques, des fosses toutes eaux et des bacs dégraisseurs.

Transport :

On entend par transport, l'opération consistant à acheminer les matières de vidange de leur lieu de production vers le lieu de dépotage.

Élimination :

On entend par élimination, l'opération consistant à détruire, traiter ou valoriser les matières de vidange dans le but de limiter leur impact environnemental ou sanitaire.

Article 3 : Durée de l'autorisation

L'agrément est donné pour une durée de **10 (dix) ans** à compter de la date de signature du présent arrêté.

Cet agrément pourra éventuellement être modifié ou prorogé dans les conditions définies aux articles 9 et 10 du présent arrêté.

Article 4 : Dispositions générales

Lorsqu'il est fait référence à l'activité pour laquelle l'agrément est délivré dans des documents à des fins commerciales ou publicitaires, seule est autorisée la mention « Agréé par l'État pour l'activité de vidange et de prise en charge du transport et de l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif. Se reporter à la liste des personnes agréées sur le site Internet de la Préfecture ».

Article 5 : Suivi de l'activité

La personne agréée doit pouvoir justifier à tout moment du devenir des matières de vidange dont elle a pris la charge.

A cet effet, un bordereau de suivi sera établi. Il comportera les informations suivantes :

- un numéro de bordereau,
- la désignation (nom et adresse...) de la personne agréée,
- le numéro départemental d'agrément,
- la date de fin de validité d'agrément,
- l'identification du véhicule assurant la vidange (n° d'immatriculation),
- les nom et prénom de la personne physique réalisant la vidange,
- les coordonnées du propriétaire de l'installation vidangée,
- les coordonnées de l'installation vidangée,
- la date de réalisation de la vidange,
- la désignation des sous-produits vidangés,
- la quantité des matières vidangées,
- le lieu d'élimination des matières de vidange.

Il sera établi pour chaque vidange par la personne agréée en trois volets :

- un volet signé par le propriétaire et la personne agréée,
- deux volets signés par le propriétaire, la personne agréée et le responsable de la filière d'élimination des matières de vidange.

Par mesure de confidentialité, le volet remis au responsable de la filière d'élimination des matières de vidange ne mentionne pas les coordonnées du propriétaire ni de l'installation.

Le bénéficiaire de l'agrément tient un registre, classé par dates, comportant les bordereaux de suivi des matières de vidange. Ce document est tenu en permanence à la disposition du Préfet et de ses services.

Article 6 : Bilan d'activité

Un bilan d'activité de vidange de l'année antérieure est adressé par la personne agréée à la DDTM **avant le 1er avril** de l'année suivant celle de l'exercice de son activité.

Ce bilan comporte à *minima* :

- les informations concernant le **nombre d'installations vidangées** par commune et les quantités totales de matières correspondantes,
- les **quantités de matières dirigées vers chacune des filières d'élimination**,
- un **état des moyens de vidange** dont dispose la personne agréée et les évolutions envisagées.

Ce document comprend en annexe une **attestation signée par le responsable de chaque filière d'élimination** indiquant notamment la quantité de matières de vidange livrée par le bénéficiaire de l'agrément.

Le **registre et le bilan** sont conservés dans les archives de la personne agréée pendant 10 (dix) années.

Article 7 : Contrôles

Le service police de l'eau peut procéder à la réalisation des contrôles nécessaires à la vérification de l'exactitude des déclarations effectuées dans le cadre des procédures de demande ou de renouvellement de l'agrément, ainsi que le respect des obligations du demandeur au titre du présent arrêté.

Ces contrôles peuvent être inopinés.

Article 8 : Modification de l'agrément

Le demandeur porte à la connaissance du Préfet toute modification ou projet de modification d'un des éléments de la demande initiale, en particulier lorsqu'il s'agit de la modification de la filière de traitement. La personne agréée qui sollicite cette modification pourra poursuivre son activité dans les conditions définies dans l'arrêté initial, jusqu'à la prise d'une nouvelle décision préfectorale.

Article 9 : Renouvellement de l'agrément

L'agrément pourra être renouvelé pour une nouvelle période de 10 (dix) ans à la demande expresse du titulaire de l'agrément. La demande de renouvellement d'agrément est transmise au Préfet au moins 6 (six) mois avant la date limite de fin de validité de l'agrément initial.

Cette demande de renouvellement sera accompagnée d'un dossier comportant l'ensemble des pièces mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 7 septembre 2009. Elle est instruite dans les mêmes conditions que la demande initiale.

Lorsque les clauses édictées ci-dessus (respect des délais et composition du dossier déposé) sont respectées, la validité de l'agrément initial est prolongée jusqu'à notification de la décision préfectorale concernant la demande de renouvellement.

Le Préfet peut toutefois retirer cette prolongation temporaire d'agrément conformément aux dispositions de l'article 11 ou en cas de manquement du demandeur à ses obligations dans le cadre de l'instruction de son dossier de demande de renouvellement d'agrément.

Article 10 : Retrait, modification ou suspension de l'agrément à l'initiative du Préfet

L'agrément peut être retiré à l'initiative du Préfet, après mise en demeure restée sans effet et sur avis du Conseil Départemental de l'Environnement des Risques Sanitaires et Technologiques dans les cas suivants :

- faute professionnelle grave ou de manquement à la moralité professionnelle,
- manquement de la personne aux obligations du présent arrêté, en particulier, en cas d'élimination des matières de vidange hors des filières prévues par l'agrément,
- non respect des éléments déclarés et repris dans l'article 2 « description de l'activité » du présent arrêté.

En cas de retrait de l'agrément, le demandeur ne peut prétendre à un nouvel agrément dans les 6 (six) mois à compter de la notification de la décision de retrait.

Il est tenu de prendre toute disposition pour veiller à ce que les matières de vidange dont il a pris la charge ne provoquent aucune nuisance et de les éliminer conformément à la réglementation.

Article 11 : Autres réglementations

Le présent agrément ne se substitue pas aux obligations réglementaires en vigueur et autorisations administratives requises par d'autres réglementations.

Article 12: Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 13 : Publication et information des tiers

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Charente-Maritime. Ces informations et notamment la liste des personnes agréées seront mises à la disposition du public sur le site Internet de la Préfecture de la Charente-Maritime.

Article 14: Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de la date de publication au recueil des actes administratifs dans un délai de deux mois par le pétitionnaire et dans un délai de quatre ans par les tiers dans les conditions de l'article R 421-1 du code de justice administrative.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R 421-2 du code de justice administrative.

Article 15: Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime,
Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer (Service Eau, Biodiversité et Développement Durable) du département de la Charente-Maritime,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

La Rochelle, le

24 NOV. 2016

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
Le Chef du Service Eau, Biodiversité et Développement
Durable


Karine Bonacina

THE END